

## Marges sociales et territoriales à Mérida (Mexique)

Jean Rivelois\*

Les marges seront ici étudiées à partir d'une analyse des rapports de pouvoir, c'est-à-dire des pratiques et des stratégies réelles découlant de l'application des lois et pouvant donner lieu à la transgression ou au contournement de celles-ci sur la base soit d'alliances opérées par les acteurs du centre avec des acteurs illégaux de la marge, soit de conversion des acteurs du centre en acteurs illégaux (corrupteurs ou criminels). Car c'est bien le pouvoir politique qui, dans certains cas, peut autoriser des pratiques s'exerçant en dehors du cadre de la légalité, pour préserver une pacification des rapports sociaux ou dans un but clientéliste, ce qui est le cas lorsque, par exemple, les autorités tolèrent que les commerçants ambulants envahissent l'espace public. Le problème est donc de savoir ce qui, dans un temps et sur un territoire donné, peut ou non être toléré en matière de transgression des lois afin d'assurer les objectifs de légitimation, de reproduction des pouvoirs et de croissance économique ; ainsi en est-il de l'économie informelle, liée au non respect de la législation du travail et de la législation fiscale, qui serait tellement compatible avec les politiques libérales de déréglementation que le BIT et la Banque mondiale ont fait des micro-entreprises artisanales un modèle de modernisation<sup>1</sup>. Peut-il en être de même avec l'économie souterraine issue des marges ?

À l'intérieur de notre cadre de référence (le clientélisme comme structure du pouvoir), nous définirons la marge comme un espace politique et social *complémentaire* entre le privé et le public, entre les sphères organisationnelle, institutionnelle et illégale. Il sera postulé une sorte de « productivité » de la marge pour tenter de comprendre, en termes d'*interaction*, et non plus simplement d'opposition, les rapports entre la marge et le centre des systèmes politiques. Mais il faudra toujours garder présente à l'esprit la distinction fondamentale entre *marge sociale* et *marge*

---

\* Sociologue, IRD, UR 029 – Jean.Rivelois@bondy.ird.fr.

1. Voir B. Lautier, *Les amours tumultueuses de l'État et l'économie informelle*, Paris, Miméo, 1998. La thèse de l'inadaptation des réglementations bureaucratiques et fiscales aux contraintes d'un marché ouvert est adoptée par de Soto pour qui l'économie informelle légalisée serait une réponse au poids excessif de l'État, ce dernier profitant de l'informalité illégale à travers la corruption (voir de Soto [1994]). La légalisation des micro-entreprises informelles est également envisagée par Monnet comme moyen d'éradiquer une fracture jugée artificielle entre secteurs formel et informel ; voir J. Monnet [2006]. Pour un panorama de l'organisation de l'économie informelle au Mexique, voir F. Roubaud [1994].

*criminelle* ; alors que la première concerne des groupes dominés socialement pouvant être utilisés occasionnellement par les acteurs criminels, la marge criminelle comprend des groupes qui sont devenus dominants sur les territoires qu'ils contrôlent et qui peuvent être associés ou non avec des acteurs dominants du centre ; si, au niveau national et dans leurs rapports avec les représentants du centre, les groupes composant la marge criminelle sont souvent dominés, il n'en demeure pas moins qu'ils peuvent devenir dominants localement ou régionalement sans remettre en cause les rapports de pouvoir au sein du système global.

En Amérique latine, la distinction entre marges et centre des systèmes politiques est traditionnellement gommée par la tolérance d'une appropriation privée de la chose publique et de la violence qui survit malgré un contexte de démocratisation politique. En effet, cette dernière se trouve contrariée par le fait que certains groupes criminels apparaissent de plus en plus comme des acteurs politiques et économiques à part entière, enlevant aux États le monopole de la violence légale, en accord ou non avec les responsables de ces États<sup>2</sup>. Cette tendance pourrait contribuer à rendre les nations ou certaines de leurs régions ou de leurs territoires urbains ingouvernables lorsque, par exemple, des acteurs de la marge résistent à l'imposition de nouvelles normes venant du centre.

C'est ce qui justifie que soient ici analysées les différentes formes d'intégration (sociale, politique et spatiale) urbaine, à partir de l'étude de la restructuration des centres urbains, ces derniers étant par définition des espaces où sont concentrés de multiples pouvoirs (administratif, politique, commercial, religieux) vers où convergent les réseaux de transport et les flux de population et qui constituent la vitrine même de la ville (concentration de monuments de prestige, de musées, de commerces, d'œuvres architecturales appartenant au patrimoine commun). Que se passe-t-il lors du changement d'affectation d'un centre urbain, dont certaines des parties étaient auparavant occupées par des groupes marginaux ? Dans ce cas, la mise en ordre urbaine réalisée selon les principes du développement durable ne signifie-t-elle pas une mise en ordre politique et sociale des populations pauvres placées devant l'alternative soit d'évacuer le centre-ville pour les plus marginales d'entre elles, soit de se soumettre aux principes de l'État de droit et d'accepter, à terme, d'être également rejetées du centre par la pression du marché ? Quels seront donc les effets de ces aménagements urbains sur les activités illégales qui s'étaient développées dans ces zones centrales ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous nous baserons sur le cas d'un projet de « reconquête » du centre historique, dans une capitale régionale (la ville de Mérida, capitale de l'État du Yucatan au Mexique) de dimension moyenne (800 000 habitants). Le projet en question consiste à décongestionner un centre urbain en déménageant le marché qui en occupe une grande partie et à construire différents marchés de moindre taille mais plus proches des lieux de résidence des populations ; l'espace central serait ainsi libéré pour en faire : 1) une vitrine valorisant

2. Pour une analyse, appliquée au cas mexicain, des interactions entre acteurs du centre et acteurs de la marge criminelle, voir Riveolois [1989 ; 2004].

le patrimoine urbain, 2) un espace de commerce et de consommation contrôlé et sécurisé et 3) un espace où la circulation serait rendue plus fluide. En effet, actuellement, la plupart des lignes privées de transport par autobus passent par le centre de la ville, y provoquant des encombrements continus. Les commerçants (propriétaires de locaux ou ambulants) et les propriétaires des lignes d'autobus constituent les deux principaux groupes de pression corporatistes qui, alliés aux anciennes élites politiques clientélistes, résistent à la mise en place du nouveau projet urbain promu par la municipalité. Cette résistance a atteint une telle intensité qu'elle en est devenue un enjeu politique pour la « reconquête » du pouvoir (municipal, étatique) par les anciennes élites politico-économiques, chacun des acteurs actionnant ses propres groupes de pression pour influencer la décision<sup>3</sup>.

Finalement, une telle étude, opérée sur une ville moyenne mexicaine, devrait permettre de comprendre les nouvelles méthodes d'intervention sur l'urbain et d'en apprécier les limites ; il s'agira également, dans une phase ultérieure de la recherche, de voir si ces méthodes de gouvernance sont applicables à d'autres villes de plus grande dimension, comme la ville de Mexico, par exemple<sup>4</sup>. En effet, trois grandes méthodes d'intervention sont traditionnellement à la disposition des pouvoirs publics : acheter la paix sociale en corrompant les représentants des commerçants installés illégalement sur la voie publique (méthode clientéliste et corporatiste traditionnelle au Mexique), avoir recours à la force publique pour déloger certaines populations indésirables (méthode autoritaire de premier ou de dernier recours, selon la nature du régime politique, utilisée en 2007 par le gouvernement de la ville de Mexico pour déloger les commerçants ambulants du centre-ville), s'atteler à la négociation (méthode innovante de gouvernance urbaine de plus en plus souvent appliquée au Mexique, mais dont les résultats sont variables d'une ville à l'autre). Comment les acteurs politiques qui mettent en œuvre ce projet de mobilisation-participation citoyenne vont-ils prendre en compte la diversité sociale de manière à ne pas produire davantage d'exclusion qu'il n'en existait auparavant ? Comment la négociation va-t-elle s'opérer et déboucher sur de nouveaux rapports de pouvoir et de domination au niveau local ou sur la construction de nouvelles légitimités politiques ? La nouvelle politique urbaine va-t-elle permettre d'isoler les acteurs illégaux de leurs alliés institutionnels traditionnels ou

3. La « reconquête » du pouvoir par les anciennes élites aura effectivement lieu (au niveau régional et de la plupart des municipalités de l'État du Yucatan, sauf la ville de Mérida) en août 2007.

4. Dans le cadre de l'ANR « Les Suds, aujourd'hui », un nouveau programme de recherche sur la gouvernance urbaine à Mexico a été lancé début 2008. Dans le présent article, la notion de gouvernance se réfère à la définition du PNUD, et englobe « *les mécanismes, processus et institutions par lesquels les personnes et les communautés expriment leurs intérêts, exercent leurs droits, remplissent leurs obligations et règlent leurs différends* » (voir *Governance for Sustainable Human Development*, PNUD, New York, 1997). La gouvernance en général, et la gouvernance urbaine en particulier, privilégient donc les relations horizontales (réticulaires) et réciproques entre le gouvernement et les autres secteurs (publics et privés) de la société ; elle est de ce fait consubstantielle de la décentralisation et de la démocratisation des systèmes politiques. Elle serait une condition nécessaire pour réduire la pauvreté. Mais la gouvernance peut également être interprétée comme une tentative de renforcement et d'humanisation des ajustements structurels, dont le but est de privatiser les États ; simplement, grâce à la gouvernance, cette privatisation ne se ferait plus au bénéfice exclusif des entrepreneurs, mais impliquerait la participation d'autres secteurs (associatifs, communautaires, religieux, notamment) de la société civile.

de nouveaux rapports de force vont-ils se mettre en place opposant les nouvelles élites politiques et économiques censées respecter l'État de droit aux anciens groupes de pouvoir ?

### **Acteurs et stratégies**

La restructuration du centre historique de Mérida a été impulsée par la municipalité qui en fut le principal acteur public. L'objectif sous-jacent, qui était la décongestion du centre urbain, a été recherché à travers la destruction de l'ancien marché (vétuste en matière de réseaux et d'hygiène) et la construction d'un nouveau, prévu pour réunir les commerçants formels et informels du centre, c'est-à-dire censé rendre formels les commerçants ambulants. À ce jour, le nouveau marché a bien été construit et ouvert en 2005, mais l'ancien marché est toujours en place, les commerçants s'étant organisés pour ne pas l'évacuer si bien que les commerçants formels qui y disposaient d'une boutique s'y trouvent toujours. Quant aux commerçants ambulants, ils ont été chassés par la force des rues avoisinantes afin de leur faire occuper le nouveau marché ; mais celui-ci, construit à proximité immédiate de l'ancien, fut jugé peu attrayant par les commerçants car les lots leur parurent trop petits et ses étages supérieurs peu accessibles pour la clientèle. Une petite partie des ambulants qui se trouvaient auparavant dans les rues occupe aujourd'hui le nouveau marché où le rez-de-chaussée abrite des points de vente, tandis que les étages supérieurs ont été transformés en entrepôts. L'autre partie des commerçants ambulants avait commencé à s'installer sur les pas-de-porte des boutiques sur rue, louant l'emplacement aux commerçants formels, mais les amendes dressées par la municipalité ont dissuadé ces derniers de continuer à louer l'espace public. La police effectue encore des rondes durant la journée pour empêcher les rues d'être occupées par les ambulants.

### **les acteurs privés de la société civile en partenariat avec les acteurs publics : le cas de la fondation Plan Stratégique de Mérida<sup>5</sup>**

Cette fondation indépendante, créée en 1995 selon le modèle du Plan stratégique de Barcelone, est composée de 13 membres parmi lesquels se trouvent les principales organisations représentatives de la société civile (fédération des instituts universitaires de technologie, université publique, syndicats patronaux de différentes branches, secteur bancaire, centrales syndicales ouvrières) et les principales instances du gouvernement local (municipalité, différents ministères du gouvernement de l'État fédéré), ces dernières étant son unique source de financement. Elle a pour principales fonctions de penser le long terme à travers la réalisation d'un plan stratégique, et de faire des propositions aux décideurs publics (municipalité et gouvernement de l'État) avec l'objectif de promouvoir Mérida comme le centre économique, culturel, scientifique et technologique de la région environnante.

5. Il existe actuellement des plans stratégiques dans une quinzaine de villes mexicaines. Il n'y en a pas à Mexico.

Il s'agit d'une des rares instances (en dehors du cadre législatif) où les représentants des différents partis politiques dialoguent sur des projets d'intérêt collectif. Cependant, son poids politique reste faible car elle doit composer avec les instances institutionnelles de la planification (les instances municipales de développement et celles de l'État) dont les plans (de trois années pour les premières, de six années pour les secondes) ont une valeur exécutive car ils sont votés par le Congrès en début de législature.

La Fondation Plan Stratégique a pu développer certaines propositions à caractère urbain qui ont rencontré un écho dans la sphère décisionnelle publique comme, par exemple, la réalisation d'un boulevard périphérique destiné à décongestionner la ville et à faciliter la circulation automobile, ainsi que le projet *Metropolisur* qui consiste en la construction d'une grande place commerciale multifonctionnelle dans le Sud, réunissant commerces, lieux de récréation, services publics et qui coïncidait avec le projet du plan de développement de l'État (2001-2007) de déplacement de l'aéroport dans la partie sud de la ville.

La Fondation du Plan stratégique est la seule instance qui fonctionne actuellement comme aide à la décision publique. Les représentants politiques (maire, gouverneur) viennent y faire leur marché, choisissant les projets qui les intéressent en fonction de leur possibilité de financement, et les faisant réaliser ensuite par les instances publiques techniques. Elle est également la seule instance de consensus où participent toutes les composantes de la société civile, même si les instances de contre-pouvoir le font sans grande énergie, uniquement dans le but de montrer qu'elles ont également le souci de l'intérêt général. Cependant, elle n'est pas parvenue à enclencher une dynamique de transformation urbaine qui déboucherait sur des décisions contrariant les intérêts corporatistes en place car la décision politique reste toujours tributaire du critère de pacification des rapports sociaux.

### *Les acteurs privés en opposition avec les acteurs publics*

Comme dans de nombreux centres historiques des villes mexicaines, celui de Mérida se caractérise par la présence de nombreux commerçants ambulants occupant l'espace public, la diminution de l'usage résidentiel, la détérioration du patrimoine architectural, l'absence d'actualisation des règlements régissant l'occupation de l'espace et la congestion de ce dernier par le trafic routier (occasionnant pollution chimique et sonore) aux heures d'ouverture des magasins. La réhabilitation du centre historique (tertiairisation de l'espace, développement touristique, restauration du bâti) vise donc à rendre ce dernier attractif pour de nouvelles populations résidentes (classes moyennes aisées, étrangers retraités ou actifs qui travaillent dans des entreprises internationales) ou de passage (jeunes à la recherche de distraction, touristes) et pour des investisseurs privés (entreprises à la recherche de locaux pour y installer leurs sièges et leurs bureaux, promoteurs désireux de réaliser des programmes de construction de logements ou de bureaux). Mais pour que ce centre devienne attractif, cela suppose que soient préalablement résolus les problèmes d'occupation de l'espace public par les commerçants, et de flux du

transport public<sup>6</sup>. Or, la résolution de ces deux problèmes, apparemment d'ordre technique et normatif, s'avère être déterminée par des rapports de force politiques qui résultent de la survivance des pratiques clientélistes et corporatistes de l'ancien État priiste, ainsi que le montrent l'analyse portant sur la construction d'un nouveau marché public<sup>7</sup>.

En effet, pour résoudre le problème de la présence des commerçants ambulants sur l'espace public dans le secteur du marché, ainsi que cela a été décrit précédemment, la municipalité a décidé de déplacer les commerçants informels vers la périphérie du centre et de construire un nouveau marché à l'intention des anciens commerçants formels. L'objectif visé était non seulement d'ordre urbanistique, mais également d'ordre socio-politique : il s'agissait de couper le lien entre les *liders* corporatistes et leur clientèle professionnelle. En effet, traditionnellement, le *lider* (en français, le meneur) est celui qui négocie les patentes avec la municipalité, résout les problèmes administratifs et protège sa clientèle des invasions d'autres groupes ou de la répression des forces de l'ordre lorsque, par exemple, sa clientèle d'ambulants est installée illégalement sur l'espace public ; enfin, le *lider* est celui qui, par la corruption, négocie avec les autorités administratives la transgression des lois et règlements (avec le directeur du marché pour la location de plusieurs lots, avec les contrôleurs qui perçoivent les taxes pour permettre l'occupation illégale de la voie publique...). Les commerçants qui n'appartiennent pas à sa clientèle ne peuvent donc espérer trouver un emplacement pour vendre leurs marchandises. Le *lider* est donc un intermédiaire obligé (entre l'administration et les commerçants) qui tient sa clientèle captive et jouit d'une rente de situation sur l'espace. Lui enlever le territoire qu'il contrôle revient à le déposséder de ses rentes sociale et spatiale. C'est ce à quoi est parvenue la municipalité avec les commerçants ambulants qui ont été contraints de libérer l'espace public, soit en quittant la zone, soit en s'installant dans le nouveau marché. Par contre, cette politique a subi un échec avec les commerçants formels qui, parce qu'ils sont bien organisés et solidaires, ont résisté et occupent toujours l'ancien marché qui devait être détruit. En effet, ils n'ont pas voulu s'installer dans le nouveau, prétextant que les lots qui leur avaient été attribués étaient trop exigus et qu'ils allaient perdre leur clientèle faute de place suffisante pour entreposer et exposer leurs marchandises.

À l'occasion du projet de destruction de l'ancien marché, est donc apparue une alliance entre PRI, commerçants formels (occupants de l'ancien marché et désireux de conserver leur rente de situation) et commerçants informels (opposés à leur

6. Ainsi, 3 000 autobus appartenant à différentes compagnies traversent quotidiennement le centre.

7. Le Mexique est un État fédéral présidentieliste et centralisateur qui fut dirigé, jusqu'en 2000, par un parti dominant (le PRI, Parti Révolutionnaire Institutionnel, au pouvoir depuis 1929) qui, traditionnellement, supervisait la plupart des regroupements politiques (autres partis), syndicaux, entrepreneuriaux et associatifs en les faisant participer à une politique de consensus dirigée pratiquée à tous les niveaux du territoire et de la société. À partir de 1987, le PRI s'est scindé en deux, donnant naissance à un autre parti sur son aile gauche, le PRD (Parti de la révolution démocratique) ; mais il faudra attendre les élections législatives de 1997 pour qu'intervienne un changement politique au niveau central, le PRI perdant la majorité absolue au Congrès après avoir dû laisser, les années précédentes, le gouvernement de plusieurs États fédérés à l'opposition de droite représentée par le PAN (Parti d'action nationale). Le PAN, parti libéral chrétien, parviendra, en juillet 2000, à conquérir le pouvoir présidentiel, précipitant le pays dans une alternance politique.

déplacement), opposée à l'alliance PAN-municipalité. Les commerçants ambulants ont été les perdants de ce rapport de force.

### *Les acteurs privés en opposition entre eux : le cas des commerçants*

Comme les autres catégories de travailleurs populaires, les commerçants sont organisés en syndicats corporatistes qui défendent les intérêts de leur clientèle face au pouvoir municipal. C'est ainsi qu'à Mérida existent treize syndicats corporatistes de commerçants dont certains sont mixtes, incluant travailleurs formels et ambulants ; ils s'opposent à certains autres commerçants qui défendent une politique municipale dont l'objectif est d'expulser les commerçants ambulants du centre ville afin de rendre celui-ci attractif pour les classes moyennes et les touristes. Ce pouvoir social de contre-pouvoir représente donc une véritable force, notamment dans sa capacité de mobilisation et de corruption des employés municipaux. Mais, à Mérida, comme à Mexico, certaines organisations populaires n'adhèrent pas à l'idéologie corporatiste priiste et leurs *leaders* défendent plutôt des stratégies alternatives (défendues par le PAN, dans le cas de Mérida) contre le monopole de représentation sociale des syndicats priistes traditionnels.

Il n'existe donc pas d'homogénéité des organisations sociales pour faire front commun contre une politique municipale et gouvernementale. Plutôt que d'imposer, en usant de la violence institutionnelle, des mesures impopulaires qui aboutiraient à une confrontation susceptible de libérer la violence sociale, les nouvelles autorités politiques ont donc choisi de susciter la création d'organisations sociales qui leur sont favorables. Cependant, il n'y a pas eu à Mérida une récupération des commerçants ambulants par la municipalité comme cela a été le cas à Mexico au cours du mandat de Lopez Obrador qui en avait fait une base sociale pour soutenir sa politique et pour assurer la reconduction de son parti à la municipalité [Alba, Labazée, 2007].

S'il n'existe pas d'homogénéité dans la représentation sociale, il n'existe pas non plus d'homogénéité dans l'appropriation spatiale. De fait, comme dans de nombreuses villes mexicaines, le centre est déjà mixte socialement, ce qui se traduit, à Mérida, par une sectorisation socio-stratégique consistant à diviser le centre historique en deux parties : une partie populaire et commerciale aux alentours du marché public, et une partie tertiaire-commerciale, résidentielle et touristique, jouxtant l'autre côté de la place centrale, aux abords du palais du gouverneur et du palais municipal. Le premier secteur est celui des organisations populaires traditionnelles, le second celui des commerçants soutenant la municipalité paniste. La nouvelle politique du centre consisterait donc à étendre le second secteur alors que dans la réalité, c'est le premier secteur qui déborde sur le second. Faute de pouvoir recourir au coup de force, la municipalité a donc opté pour la tactique de la contagion spatiale progressive (grignotage), par la construction d'équipements culturels (restauration de l'ancien bureau de poste proche du marché central pour en faire un musée) ou par le soutien apporté à la réhabilitation d'îlots centraux afin d'accueillir une population de retraités nord-américains qui élisent domicile à Mérida la partie de l'année correspondant à l'hiver en Amérique du Nord.

### *Les acteurs légaux face aux acteurs illégaux*

Cette même stratégie hygiéniste de nettoyage social du centre est également perceptible vis-à-vis des activités illégales qui y prospèrent (prostitution, distribution de drogues, commerce d'articles de contrebande, ateliers de contrefaçons). Actuellement, comme dans la plupart des centres urbains, ces activités illégales sont présentes à l'intérieur ou aux abords du marché central, avec plus ou moins de tolérance de la part des forces répressives (police, douane) qui, soit contrôlent le trafic (par exemple pour la distribution de gros de la drogue), soit bénéficient de la corruption de la part des trafiquants (par exemple, pour l'introduction de marchandises de contrebande ou la fabrication d'articles de contrefaçon), soit rackettent les trafiquants (pour la distribution de drogue au détail).

La plupart des activités illégales prospèrent la nuit si bien que la ville diurne tend à se transformer, le soir venu, pour s'adapter à ces activités : les locaux commerciaux du marché ferment et les ateliers de contrefaçon commencent à produire leurs marchandises à l'intérieur même du marché, les prostituées sortent sur les trottoirs ou racolent dans les discothèques. Les clients sillonnent, à pied ou en voiture, la zone centrale. Même pendant la journée, comme à Mexico, certains commerces formels légaux à l'intérieur du marché fournissent également des produits interdits, soit clandestinement (drogue, armes), soit à la vue de tous (produits de contrefaçon).

Toutes ces activités ne correspondent pas à l'image propre, sécurisante et culturelle qui est censée séduire une population de classe moyenne et de touristes qui, par ailleurs peut être également tentée de consommer de l'illégalité. Pour déconsidérer cette catégorie sociale, on va, dans un premier temps, la présenter comme un risque social, c'est-à-dire comme un facteur d'insécurité en insistant, par voie de presse, sur sa dangerosité. Ensuite, on va identifier spatialement les sources de ce danger potentiel. Enfin, on tentera de déplacer ces activités vers d'autres secteurs de l'agglomération éloignés du centre en utilisant la répression de la force publique. C'est ce qui a été fait à Mérida, aboutissant au déplacement, après négociations, en 1996, des activités nocturnes de divertissement (cabarets, prostitution) vers le municipale paniste de Kanasin, situé de l'autre côté du périphérique ceinturant la ville.

Mais la stratégie n'a pas fonctionné pour toutes ces activités et à celles qui demeurent dans le centre ville, il a été conseillé de se faire discrètes. C'est ainsi que certains foyers de prostitution demeurent dans le centre ville, mais les prostituées doivent demeurer dans l'entrée des immeubles et non plus occuper les trottoirs. D'autres activités illégales subsistent, car elles sont basées soit sur l'alliance entre commerçants formels et commerçants illégaux (par exemple pour la distribution de drogue au détail ou la vente d'armes dans certaines échoppes du marché central, ou pour la fabrication et le stockage de marchandises de contrefaçon à l'intérieur même du marché central), soit sur des connivences entre éléments des forces de l'ordre et trafiquants, les premiers rackettant les seconds (cas de la distribution de drogue). La même politique a donc été appliquée aux agents de l'illégal et aux commerçants ambulants, aboutissant aux mêmes effets de nettoyage de la voie



publique et de déplacement de ces catégories sociales vers d'autres parties de l'agglomération. Mais cette politique a été enrayée à cause d'une alliance existante entre les acteurs de l'illégal et les représentants d'un secteur légal, c'est-à-dire les forces de l'ordre agissant en connivence avec les trafiquants.

## Systemes politiques

Les difficultés à réaliser une intégration sociale urbaine à Mérida paraissent provenir de la coexistence actuelle entre deux modèles d'intégration politique : le clientélisme qui produit de la corruption et de la planification bureaucratique, et la gouvernance qui produit du développement durable urbain. Et si la restructuration du centre urbain de Mérida semble aujourd'hui bloquée, c'est parce que les acteurs sociaux qui occupent actuellement le centre urbain ont le sentiment qu'ils ont plus à perdre à participer aux politiques de gouvernance qu'à conserver leurs rentes de situation, ce que devrait confirmer une brève généalogie du développement urbain de Mérida.

Le développement urbain actuel de la ville de Mérida a été fortement marqué par la période de 1982 à 1993 (date de la promulgation du TLC) au cours de laquelle on assista à un désengagement de l'État. Durant les années « cervéristes » (1985-2000)<sup>8</sup>, ce désengagement de l'État fut compensé par la corruption institutionnelle politico-privée qui, en matière urbaine, fut pratiquée à l'occasion de l'offre de terrains *ejidales* aux amis politiques du gouverneur en remerciement de services rendus<sup>9</sup> ainsi qu'à travers la spéculation foncière autour des différents centres commerciaux qui furent édifiés, à partir des années 1980, dans la partie nord de l'agglomération où se concentrent les classes moyennes et supérieures. Cette corruption a abouti à un assèchement des réserves foncières publiques, à un gel spéculatif de nombreux terrains constructibles et à l'accentuation de la faible densité urbaine. Parallèlement, on assista à une valorisation du centre historique touristique (construction d'hôtels, restauration de l'architecture monumentale) pour son intérêt d'architecture coloniale et c'est au cours de cette période que fut promue la nouvelle image de Mérida comme porte d'entrée du monde Maya. De 1993 à nos jours, on a assisté à l'apparition d'une nouvelle élite économique mondialisée qui n'est plus majoritairement originaire du Yucatan et qui est constituée des représentants des grandes entreprises nationales et internationales. Mérida a ainsi pu conserver son statut de capitale économique de la Péninsule. Sur le plan politique, la municipalité de Mérida est passée au PAN en 1989 et le gouvernement régional a été conquis par ce même parti libéral-démocratique en 2001, enlevant

8. Cervera Pacheco occupa le poste de gouverneur durant deux mandats (1984-1988 et 1996-2001) ; pendant toute cette période, il fut le véritable parrain politique de l'État si bien qu'on a coutume de qualifier cette période de « cervériste ».

9. Le gouvernement de l'État expropria ainsi 9 000 hectares d'*ejidos*, alors qu'avant cette expropriation, la superficie de la ville était de 8 500 hectares. *La Ley de Ejidos* (1920), influencée par les révolutionnaires agraristes (dont Emiliano Zapata), avait officialisé le démantèlement des grandes propriétés (*haciendas*) pour les transformer en *ejidos* (terres collectives théoriquement inaliénables, concédées par l'État aux paysans). En 1992, cette répartition a été supprimée par la *Nueva Ley Agraria* qui a rétabli la privatisation des parcelles communautaires.

ainsi au PRI le monopole politique de la rente urbaine. En 2003 fut mis en chantier le projet de restructuration du centre historique de Mérida et en 2005 fut ouvert un nouveau marché dans le secteur commercial du centre historique qui abrite aujourd'hui les commerçants ambulants<sup>10</sup>.

En fait, l'administration se trouve aujourd'hui dans une période de transition politique et urbaine entre deux systèmes :

1) Un système d'appropriation bureaucratique, corporatiste et clientéliste de l'espace, qui a prédominé jusqu'en 2000, caractérisé par une appropriation privée de l'espace public qui profite aux réseaux clientélistes et corporatistes affiliés au pouvoir du PRI. Cette appropriation, tolérée par les pouvoirs publics repose sur la tolérance de l'illégalité et sur la corruption politico-administrative ; elle permet une pacification des rapports sociaux lorsque les bénéfices de la rente spatiale sont équitablement répartis entre tous les acteurs concernés (pouvoirs publics, caciques syndicaux, entrepreneurs privés sous contrat, commerçants légaux et illégaux), à charge pour eux de redistribuer à leurs clientèles sociales (clientélisme et corruption pyramidale). Ce système a abouti à une réduction de l'espace public central (concedé aux commerçants ambulants<sup>11</sup>) et à un tarissement des réserves territoriales urbaines (vendues à des lotisseurs privés, amis politiques ou familiaux des gouvernants). Il a produit un centre multifonctionnel, peu résidentiel et populaire, où les activités qui prédominent sont le commerce, la transformation des matières premières (ateliers textiles, par exemple, mais également ateliers de contrefaçon ou de piratage de disques ou de transformation de drogue) et les entrepôts de marchandises (légales ou de contrebande).

2) Un système d'appropriation libéral-démocratique de l'espace qui se met progressivement en place depuis les années 2000 et se caractérise par une division entre le public et le privé, une répression des activités illégales sur l'espace public, une protection du commerce formel face à l'envahissement du commerce ambulancier, une lutte contre la corruption administrative ainsi qu'une restauration des monuments publics et un réaménagement des rues et des places censé attirer des investisseurs-promoteurs privés, l'objectif étant de produire un centre hygiéniste « gentrifié » et une vitrine touristique qui valoriseraient la fonction résidentielle pour classes moyennes supérieures ou pour une clientèle de jeunes cadres.

10. Pour une chronologie plus complète et une analyse du processus politique de l'urbanisation de Mérida, voir L.A. Ramirez Carrillo [2006 ; 2004].

11. Dans les principales agglomérations mexicaines, au cours des 70 années de gouvernement priiste, les organisations d'ambulants ont été intégrées au sein de la *Confederación Nacional de Organizaciones Populares* (CNOP), structure corporatiste regroupant tous les secteurs urbains ne relevant pas des organisations ouvrières (CTM) et paysannes (CNC). Le cas de la ville de Mexico est devenu emblématique de la transformation des structures corporatistes en structures clientélistes, car, l'arrivée du PRD à la tête du District fédéral, en 1997, a profondément modifié le paysage des organisations d'ambulants et de leurs *liders* ; en effet, les compétitions entre PRI et PRD pour le contrôle politique des commerçants ambulants ont conduit à la multiplication et à la fragmentation du nombre des organisations, à l'apparition de conflits et tensions entre elles, ainsi qu'à l'apparition de nouveaux rapports (clientélistes, voire conflictuels) entre le PRD et les associations qu'il contrôle ; voir C. Alba et P. Labazée [2007].

On se trouve donc actuellement dans une phase de transition entre ces deux systèmes : des résistances se manifestent de la part des clientèles économiques de l'ancien pouvoir politique qui disposent d'une base sociale facilement mobilisable ; des institutions techniques d'aide à la prise de décision (le plan stratégique) sont créées dans le cadre de la nouvelle gouvernance, où la négociation continue à être la règle, mais qui ne permettent pas de résoudre les problèmes structurels du centre (le plan de circulation des transports en commun et le déménagement du marché) qui relèvent de rapports de forces politiques et sociaux et, en l'occurrence, d'une prédominance des forces sociales sur les forces politiques.

La coexistence de deux modèles d'intégration politique va de pair avec la coexistence de deux modèles d'*intégration sociale* : un modèle endogène produisant des normes hors droit, et un autre soumis à la norme dominante représentée par la loi. Référé à la distribution de l'espace urbain, il apparaît évident que le modèle dominant ne s'impose pas sur toute l'étendue du territoire urbain, qu'il est sujet à négociations, à rapports de forces (la menace de la grève des transports, du blocage du centre ; la présence de policiers pour empêcher les vendeurs ambulants d'occuper les abords du marché couvert) et finalement qu'il tolère des activités marginales illégales dans les parties paupérisées de l'agglomération. Le marchandage porte donc sur un échange de territoires plus que sur l'application de la loi.

## Conclusion

Il existe donc une coïncidence, d'une part entre les clientèles sociales des représentants politiques (le PRI) et les clientèles sociales des acteurs illégaux (les ambulants), et, d'autre part, entre les stratégies de certains acteurs administratifs et économiques (les policiers et les propriétaires de centres nocturnes de divertissement) et les stratégies des acteurs illégaux (contrôlant le trafic humain ou de drogues). Cette double coïncidence est révélatrice de l'existence d'interactions centre-marges. L'action corruptrice des groupes de pression illégaux qui contrôlent la prostitution ou la distribution de drogues et de marchandises de contrebande est rendue possible parce qu'ils disposent d'une part d'alliances socio-politiques et, d'autre part, d'une emprise territoriale pour développer leurs activités. On voit bien, à travers le cas de Mérida, comment se justifie la politique de déplacement des classes sociales défavorisées (les ambulants, les catégories populaires qui viennent effectuer leurs courses au marché central) et des délinquants. Il va s'agir, pour les autorités, d'identifier idéologiquement ces deux groupes (les premiers consommant les marchandises des seconds, les seconds étant qualifiés de terreau de la délinquance) et de les présenter comme un risque social urbain (les fameuses *classes dangereuses* du XIX<sup>e</sup> siècle, ou le *processus de criminalisation de la pauvreté* tel qu'on le nomme aujourd'hui) parce que, en s'opposant à une nouvelle occupation de l'espace, ils contesteraient les nouvelles pratiques de gouvernance, ce qui légitimerait leur éviction du centre ville.

En résumé, on peut remarquer que, pour les décideurs, la défense des espaces urbains centraux par des groupes sociaux déjà établis serait révélatrice :

– d'un risque politique : la pauvreté diffuse, associée à la présence d'activités illégales dans les centres urbains ;

– d'un double enjeu urbain : 1) la territorialisation de la pauvreté, identifiée à la marginalité sociale, dans les périphéries urbaines ; 2) dans les centres urbains, l'appropriation de l'espace par les classes moyennes, associée à la création de valeur (valeur d'intégration à la norme dominante aussi bien que formation d'une bulle foncière-immobilière) par la sauvegarde (sanctuarisation) du patrimoine architectural, la sécurisation de l'espace (répression des marges sociales) et l'incitation à la consommation (promotion des activités touristiques et du commerce formel)<sup>12</sup> ;

– d'une stratégie urbaine : le déplacement de la pauvreté vers la périphérie où survivent des pratiques politiques clientélistes locales ainsi qu'une exclusion sociale fondée sur le communautarisme et la tolérance des activités illégales (développement de substitution par la marge, pour la marge), tandis que, dans les centres urbains « gentrifiés », émergent de nouvelles pratiques politiques démocratiques associées à la promotion de la citoyenneté et de la gestion participative ;

– d'un objectif politique : la superposition entre marges sociales et marges spatiales, c'est-à-dire entre groupes sociaux vulnérables et quartiers urbains périphériques vulnérables.

À l'inverse, la critique sociologique amène à penser que *le risque politique majeur* semble plutôt résider dans l'existence d'interactions entre acteurs du centre et de la marge, ces interactions favorisant l'appropriation de certains territoires urbains (centraux ou périphériques) par des acteurs marginaux (criminels ou, plus généralement, hors normes communes) ; en effet, une telle appropriation est elle-même génératrice de violence sociale et d'exclusions socio-spatiales, en même temps qu'elle valorise des cultures paternalistes, claniques ou mafieuses qui sont imposées à des populations rendues captives.

## BIBLIOGRAPHIE

ALBA C., LABAZÉE P. [2007], « Acteurs économiques et enjeux politiques dans le centre historique de Mexico ; le commerce ambulant au cœur de la controverse post-électorale », *Revue Problèmes d'Amérique latine*.

BOLIO OSÉS J. [2004], *Globalización y transformaciones urbanas en Mérida (1990-2004)*, mémoire de thèse de maestria en architecture, Universidad Autonoma de Yucatan.

Collectif, *Mérida* [2003], *Miradas multiples*, publication de l'Université autonome du Yucatan.

FERNANDEZ MARTINEZ Y. [2004], *Centralidad urbana y concentraciones comerciales en Mérida ; Espacios concretos y espacios simbolicos para la experiencia colectiva a principios del siglo XXI*, communication pour le colloque « Espacio de vida / espacio vivido », Guanajuato (Mexique), novembre 2004.

12. Pour une analyse des politiques patrimoniales au centre des villes mexicaines, voir P. Melé [1998].

- FUENTES J. [2003], *Espacios, actores, practicas e imaginarios urbanos en Mérida*, tesis de doctorado, UAM-Azcapotzalco, Mexico.
- HANSEN A., BASTARRACHEA J. [1984], *Merida : su transformacion de capital colonial a naciente metropoli en 1935*, publication de l'Institut National de Antropologia e Historia (INAH).
- MELÉ P. [1998], *Patrimoine et action publique au centre des villes mexicaines*, Paris, Presse de la Sorbonne Nouvelle, IHEAL.
- MONNET J. [2006], *El prisma del ambulante. Conceptualización del ambulante, de los vendedores a los clientes : un acercamiento a la metrópoli postfordista*, in *El Ambulante en la Ciudad de México*, México, séminaire CEMCA-UNAM.
- Patronato del Centro Historico de Mérida [2005], *Propuesta de rescate del centro historico de Mérida ; el circuito Barrios y la vocacion urbana*.
- PERAZA GUZMAN M.T. [2005], *Espacios de identidad ; la centralidad urbana y el espacio colectivo en el desarrollo historico de Yucatan*, Editions de la Universidad Autonoma de Yucatan.
- Plaquettes de présentation du *Plan Stratégique de Mérida* [1995] et [2003].
- PNUD [1997], *Governance for Sustainable Human Development*, New York.
- RAMIREZ CARRILLO L.A. (coord.) [2006], *Perder el Paraíso ; globalización, espacio urbano y empresariado en Merida*, publication de l'Université autonome du Yucatan.
- RAMIREZ CARRILLO L.A. [2004], *Las redes del poder ; corrupcion, maquiladoras y desarrollo regional en Mexico ; el caso de Yucatan*, publication de l'Université autonome du Yucatan.
- RIVELOIS J. [1989], *Droge et pouvoirs (du Mexique aux paradis)*, Paris, L'Harmattan.
- RIVELOIS J. [2004], *Sistemas políticos y solidaridades criminales surgidas de una misma cultura política*, in Jean Riveolis, Jaime Preciado et Marcos Pablo Moloeznik (coord.), *Criminalización de los poderes : corrupción y tráfico de drogas*, Editorial de la Universidad de Guadalajara.
- ROUBAUD F. [1994], *L'économie informelle au Mexique. De la sphère domestique à la dynamique macro-économique*, Paris, Karthala-Orstom.
- SOTO (de) [1994], *L'autre sentier ; La révolution informelle*, 1<sup>re</sup> éd. 1987, Paris, La Découverte.